Quarante-troisième Année. — Nos 151-152 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES MARDI 31 MAI & MERCREDI 1er JUIN 1898.

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX, TOURCOING. . . Trois mois. . . 13 fr. 50. . Six mois . 26 fr. . . Un an. . 50 fr.
Pas-de-Calais — Somme — Aisne . . . . . Trois mois. 15 fr.
Les Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, Grande-Rue, 71. - Tourcoing, rue Nationale, 78
Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, Grande-Rue, 71. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis; à PARIS chez MM. Havas, Laffite et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 23, — à BRUXELLES, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 31 MAI 1898

CHRONIQUE MÉDICALE

LE TRAITEMENT PSYCHIQUE

des maladies nerveuses

Peu de malades déroutent autant leurs familles et leurs médecins que ceux qui sont atteints de maladies nerveuses. C'est que, en face de ces affections aux allures si mobiles et parfois si surprenantes, on se trouve aussi embarrassé que le berger dépeint par Virgile en présence du Protée de la Fable : ignorant la nature exacte de cet ennemi insaisissable, on ne sait par où et comment l'attaquer.

Il en est ainsi notamment pour une maladie dont on se fait, en général, dans le monde, une idée très fausse, l'hystérie. Dans le langage courant, une femme hystérique c'est une dévergondée aux penchants inavouables.

Le mot d'hystérie n'a nullement cette signification dans le vocabulaire médical.

Grâce aux remarquables travaux de l'Ecole de la Salpêtrière, on sait aujourd'hui que l'hystérie est « une maladie psychique par excellence ». Le mot est de Charcot qui le répétait à toute occasion. C'est donc surtout par des procédés psychiques qu'on atteindra l'hystérie. Il faut faire ici de la psychothérapie.

Mais, avant de nous expliquer sur ce mot très moderne, voyons d'abord à quels désordres de l'esprit nous aurons à remédier, et résumons les idées actuelles touchant cette déviation mentale.

On s'accorde à reconnaître qu'elle consiste principalement en un rétrécissement du champ de la conscience, ce mot étant pris dans son sens psychologique. En sorte que si une impression quelconque vient à ébranler un des centres du cerveau, au lieu de s'irradier dans les autres centres pour y déterminer des impressions connexes destinées à contrôler la première, elle s'immobilise, acquérant par là une intensité extraordinaire. De là le défaut d'association des idées chez les hystériques, de là l'amoindrissement de leur personnalité consciente, de là enfin cette fameuse suggestibilité qui n'est, selon une excellente définition, que « la tendance à réaliser sans contrôle les idées suscitées dans l'esprit. »

***

Voilà, en deux mots, la psychologie de l'hystérique. Cet état mental, cette mauvaise économie cérébrale se développe sur des terrains prédisposés par l'hérédité, au contact de certains milieux sociaux ou à la suite de circonstances ayant ébranlé fortement le système nerveux. Il suffira de rappeler l'influence néfaste de la cohabitation avec des personnes névrosées elles-mêmes, l'influence des impressions morales vives, l'influence des grands accidents, et particulièrement des accidents de chemins de fer, enfin l'influence des intoxications (plomb, alcool, mercure, tabac), qui a donné lieu, depuis quelques années, à de nombreuses discussions dans les sociétés savantes.

Ce sont là autant d'*agents provocateurs* de l'hystérie, l'hérédité nerveuse étant considérée comme la seule cause primordiale. Or, si cette dernière cause est malheureusement hors de notre portée, il en est tout autrement de ces agents provocateurs, de ces causes occasionnelles, comme on disait au moyen-âge. Les supprimer, c'est apporter à l'hystérie son remède essentiel, son traitement rationnel.

Mais ce traitement, comment doit-on l'appliquer ? En *isolant* le malade, en l'arrachant absolument de son milieu habituel, ce qui est d'ailleurs plus facile à dire qu'à réaliser.

Cet isolement, en effet, ne saurait être comparé à celui qui se pratique dans les maladies contagieuses. Il ne suffit pas de cantonner le malade dans un appartement de la maison de famille ; il ne suffit même pas de l'éloigner en compagnie de la plus fidèle des nourrices ou de la plus dévouée des gouvernantes ; le milieu familial, pour être restreint, n'en subsisterait pas moins, et le malade serait toujours dans le même cercle d'idées et d'habitudes, dans la même atmosphère de sensibilité.

Bien plus, cette compagne ne tarderait pas à se liguer contre le médecin, se faisant auprès des parents l'écho de toutes les doléances et l'apôtre convaincu de toutes les protestations. L'autorité du médecin ainsi anéantie, la cure devient impossible.

Dans le traitement de l'hystérie autant vaut ne rien faire que prendre des demi-mesures. Il est nécessaire que le médecin soit en possession pleine et entière de la personne de son malade, et cela n'est réalisable que dans une maison de santé, avec un personnel spécial, habitué à ce genre de malades, impassible devant leurs lamentations, sincères il est vrai mais presque toujours sans fondement.

A cette seule condition, le médecin peut réformer les habitudes d'esprit défectueuses de l'hystérique, habitudes entretenues, souvent même développées par la sollicitude si peu éclairée de son entourage.

***

De quelle manière peut s'opérer ce redressement de l'esprit ? Etant donné ce que nous avons dit du mécanisme de l'idéation chez l'hystérique, la réponse est facile à prévoir : le médecin substitue dans ce cerveau prompt aux empreintes des idées saines à des idées plus ou moins insensées, il agit par suggestion. C'est à son jugement de clinicien qu'appartient le choix de la forme de suggestion à employer suivant les cas.

La suggestion par hypnotisme, quoiqu'elle ne soit pas sans quelque danger, est parfois nécessaire. Quand il s'agit de faire cesser un cas de mutisme, une paralysie, une inappétence rebelle avec refus de toute alimentation, les défauts du remède ne doivent-ils pas s'effacer devant la gravité du mal ? Le professeur Charcot rapportait des cas de mort par inanition chez des hystériques, qui refusaient de manger.

Tels sont, en résumé, les moyens de traitement employés avec le plus de succès à la Salpêtrière et dans les établissements qui se sont fait la spécialité de donner asile aux malades nerveux. Il est bien entendu que les moyens de traitement psychiques ne s'opposent pas à l'emploi simultané de ces précieux adjuvants : l'hydrothérapie, la gymnastique, l'électricité, etc.

Mais, dans les formes graves, on ne saurait trop le répéter, la condition *sine qua non* de la guérison est dans l'isolement du malade. Une mesure aussi radicale n'est pas acceptée sans récriminations par les familles, pour qui cette séparation de leur enfant prend les proportions d'un abandon inhumain. C'est parce que nous avons entendu maintes fois des protestations indignées de cette sorte qu'il nous a semblé utile d'expliquer les motifs qui dictent aux médecins, dans certains cas, une conduite d'apparence un peu barbare.

Dr Maurice Garda.

L'ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE

Bagarres entre socialistes

Paris, 30 mai. — La manifestation annuelle des socialistes au mur des Fédérés à l'occasion de l'anniversaire de la Commune a revêtu cette année un caractère tout particulier qui lui était donné par l'acuité de la dernière lutte électorale et par les incidents qui se sont produits à l'occasion de cette lutte entre les diverses fractions du parti socialiste.

Dès une heure de l'après-midi, avant le départ du cortège, des bagarres entre les partisans de la *Petite République* et ceux de M. Henri Rochefort ne tardèrent pas à se produire.

Au cimetière, nouvelle bagarre entre socialistes nationalistes et socialistes collectivistes. Les premiers crient : Vive Rochefort ! A bas Gérault-Richard ! Les seconds hurlent : Vive la Commune ! Vive Jaurès ! A bas Rochefort !

La police a dû intervenir et séparer les deux groupes qui en venaient aux mains.

A la sortie du Père-Lachaise, nouveaux incidents. M. Caron, conseiller municipal, candidat malheureux aux dernières élections, et M. Farjat, se réfugièrent dans un café situé rue de Ghué, où ils ne tardèrent pas à être rejoints par les socialistes et une bagarre éclata. Les chaises, les tables volèrent en l'air. Plusieurs consommateurs ont été renversés, piétinés et blessés.

La police et les gardes municipaux arrivent et dégagent la foule.

Les manifestants des deux partis suivent alors l'avenue de la République où une nouvelle charge les disperse.

Enfin, l'ordre parvient à se rétablir. A huit heures et demie, tout était terminé.

L'ARRIVÉE DE M. DRUMONT

A MARSEILLE

Scènes de désordre. — Violences anarchistes

L'arrivée à Marseille de M. Drumont et des députés antisémites d'Algérie a été marquée par des scènes de désordre.

Attendu à midi 1/2, le paquebot *Général-Chanzy*, qui amenait M. Drumont et les trois autres députés antisémites d'Algérie, n'est arrivé qu'à 4 heures.

Des manifestations hostiles au député d'Alger avaient été préparées par le conférencier anarchiste Sébastien Faure. Dès 11 h. 1/2 des bandes conduites chacune par des chefs prenaient position du débarcadère et se rangeaient en bataille.

A la vue de ces groupes hostiles, les amis de M. Drumont s'embarquaient sur un remorqueur et abordaient en pleine mer, le *Général Chanzy*. Ils avertissaient les députés algériens qu'un danger les menaçait. Ils supplaient M. Drumont de descendre sur le remorqueur, afin de débarquer dans le vieux port.

M. Drumont répondait :

« Les représentants du Peuple ne débarquent jamais autrement qu'ailleurs que les simples citoyens ».

Au moment où le navire accostait, une bande, alignée au bord du quai, sifflait et criait : « Conspuez Drumont ! »

M. Jules Guérin jetait des sous par-dessus les bastingages, pendant que le gros de la foule poussait les cris répétés de : « Vive Drumont ! A bas les juifs ! »

M. Drumont prenait place dans un landau avec M. Marchal, le commandant Vital et M. Morinaud. Au moment où ce dernier montait sur le marchepied, une canne plombée l'atteignait au front, lui ouvrant une large blessure.

La foule s'élançait derrière la voiture, poussant des cris divers. La police s'interposait, de nouvelles arrestations étaient opérées.

Devant l'hôtel, de nouvelles bagarres se sont produites. M. Drumont a paru au balcon pendant que dans la rue des rixes se produisaient entre ses amis et ses adversaires. Pendant trois quarts d'heure, les tramways ont été arrêtés.

Les quatre députés antisémites ont adressé la dépêche suivante au ministre de l'Intérieur pour protester contre les scènes de désordres :

« Nous vous dénonçons les agressions organisées publiquement contre la députation algérienne au débarquement et le coup d'assommoir grave dont Morinaud fut frappé à la tête, à côté de Drumont et de Marchal.

En outre, des déclarations que vient de nous faire personnellement le commissaire central au sujet des violences dont nous sommes menacés, il semble résulter que des violences plus graves encore sont possibles sous l'œil des agents du gouvernement ; il n'est pas admissible que l'autorité se déclare impuissante contre quelques rares perturbateurs ou criminels payés et très connus.

» Nous vous prévenons que toute violence grave commise coûtera les députés d'Algérie déchaînerait au même instant, surtout en Algérie, des représailles générales et peut-être une catastrophe dont nous rejetons d'ores et déjà sur le gouvernement toute la responsabilité.

» Signé : Edouard Drumont, député d'Alger; Ch. Marchal, député d'Alger ; Morinaud, député de Constantine ; Firmin Faure, député d'Oran ».

Le soir, à la suite du banquet offert aux députés, des manifestations favorables à M. Drumont se sont produites. Elles ont continué jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Paris, 31 mai. — Le retour de M. Edouard Drumont à Paris a donné lieu à de vives manifestations.

Des mesures de police sévères avaient été prises. Une foule nombreuse emplissait le hall de la gare de Lyon : il y avait beaucoup d'antisémites et toute la rédaction de la *Libre Parole*.

Tout-à-coup, un coup de sifflet, suivi de plusieurs cris de : Vive l'anarchie ! A bas Drumont ! C'est une bande d'anarchistes qui manifestent.

Immédiatement les cannes se lèvent et s'abaissent sur les manifestants qui ripostent. Les agents interviennent et six anarchistes sont arrêtés ; deux d'entre eux étaient porteurs d'un révolver.

A onze heures moins dix, le train entre en gare. La foule se dirige au devant de M. Drumont qui, très ému, reçoit des fleurs et les félicitations de ses amis.

Le directeur de la *Libre Parole* traverse la cour du départ au milieu des cris ininterrompus de : Vive Drumont ! A bas les juifs !

M. Drumont monte en landau, accompagné de ses amis, qui lui font cortège dans les voitures qui suivent. Sur tout le parcours, c'est une véritable ovation aux cris de : Vive Drumont ! se joignent ceux de : « Vive l'armée ! A bas Zola ! »

La circulation a été interrompue à plusieurs endroits, et des bagarres se sont produites entre anarchistes et antisémites.

Quand les voitures arrivent devant la *Libre Parole* une foule énorme y stationne.

Des acclamations s'élèvent, où égèle mouchoirs et chapeaux. Ce n'est plus qu'un cri de : « Vive Drumont ! A bas les juifs ! » M. Drumont paraît debout dans sa voiture et répond aux vivats, par des saluts répétés.

A sa descente de voiture, M. Drumont est porté par la foule. Il franchit la porte et empoigne bientôt au balcon de la *Libre Parole* avec les députés antisémites algériens.

Les acclamations redoublent, puis M. Marchal adresse une allocution à la foule. Après lui, M. Drumont s'écrie : « Merci ! Merci ! Vive Paris ! Vive la République antijuive ! A bas les juifs ! »

Après vingt minutes de vivats, M. Drumont rentre dans la salle de rédaction où on boit le champagne au triomphe prochain de la cause.

Au dehors, la foule chante : « Conspuez les juifs ! Conspuez-vous ! »

De nombreuses arrestations ont été opérées. Un passant a reçu un coup de canne plombée sur la nuque.

LES FÊTES DE SAINT-ÉTIENNE

La journée de dimanche

Saint-Etienne, 30 mai. — Le train présidentiel est arrivé à huit heures à Montbrison. Sur le quai de la gare se trouvaient : MM. Grimanelli, préfet de la Loire, Vermond, sénateur ; Audiffret, Dorian, Levet, députés du département ; M. Chalvo, maire de Montbrison, etc.

M. Chalvo exprime le regret que le chef de l'Etat ne puisse consacrer plus de temps à l'ancienne capitale du Forez. Il énumère ensuite les desiderata de ses administrés et termine par une allusion à l'alliance franco-russe.

Après les présentations d'usage, M. Félix Faure a repris le train et est arrivé à Saint-Etienne à 9 h. 15.

Le Président de la République est salué à sa descente de wagon par les généraux Zédé, gouverneur de Lyon ; Gras et Delloye, attachés à la manufacture d'armes ; MM. Bourganel et Blanc, sénateurs ; Gelot, Galley, Chaumienon et Morel, députés ; MM. Waldeck-Rousseau et Crozet-Fourneyron ce sont fait excuser. Il pénètre dans le salon d'honneur de la gare, qui est décoré avec une grande richesse, et s'avance au-devant du maire, M. Chavanon, qui s'y tient à la tête de ses adjoints et du conseil municipal.

Le maire lui exprime les souhaits de bienvenue de la patriote et laborieuse population de Saint-Etienne. M. Félix Faure y répond en quelques mots ; il fait ensuite une distribution de décorations :

Officier de la Légion d'honneur : M. Chavanon, maire de Saint-Etienne.

Chevaliers de la Légion d'honneur : MM. Marcoux, membre de la chambre de commerce ; le docteur Fleury-Zoe, président du conseil d'hygiène ; Thoral, président du conseil d'arrondissement ; Chalvo, maire de Montbrison.

Je passe sur les palmes et le mérite agricole. Dans la cour les officiers ou sous officiers décorés ou médaillés. Le Président sort tête nue, entouré des ministres de la guerre et de la marine, des généraux Zédé, gouverneur de Lyon, Jacquemin, commandant le 13e corps.

Gras, inspecteur des manufactures d'armes. Il épingle la rosette de la Légion d'honneur sur la tunique des chefs de bataillon Dubois, du 12e, et Godfrin, du 38e d'infanterie, et le ruban de chevalier sur la tunique de MM. Martial, capitaine d'état-major du 13e corps ; de Villeneuve-Esclapon et Bédère, capitaines du 38e ; Mannoni, capitaine du 16e d'infanterie.

Charvet et Vioujart, lieutenant du 30e dragons ; Hombourger, capitaine du 16e d'artillerie ; Kleiber, garde d'artillerie ; Haveret, capitaine de gendarmerie ; Gaillard, médecin major ; Flachier et Despature, chefs de bataillon de la territoriale ; Luty, ingénieur de la marine.

Le Président de la République, entouré des membres et des officiers de sa maison militaire, avance sur le perron. La foule massée sur la place l'acclame ; la musique militaire et la musique municipale jouent la *Marseillaise* ; les drapeaux de la garnison s'inclinent devant le chef de l'Etat.

Il procède avec le cérémonial habituel à la remise des décorations.

Quand le cortège se met ensuite en marche, ce sont partout des acclamations enthousiastes. On n'a jamais vu autant de population flottante à Saint-Etienne qui n'a pas reçu, depuis 1869, la visite du chef de l'Etat.

Les fenêtres et les toits sont bondés de spectateurs. Les drapeaux sont arborés avec profusion. Les arcs de triomphe sont nombreux.

Plusieurs sont remarquables, notamment celui qui se dresse sur la place de l'Hôtel-de-Ville et qui, par ses proportions et ses motifs architecturaux, a l'allure d'un véritable monument.

Après un cour arrêt à la préfecture, le cortège se rend à l'hôtel de ville, où les réceptions commencent à dix heures et demie.

Les réceptions ont pris fin à midi. Le Président de la République a déjeuné ensuite à la préfecture.

Après le déjeuner, le Président de la République a inauguré le monument élevé à la mémoire des combattants de 1870. Après cette cérémonie et la visite de quelques monuments, M. Félix Faure est rentré à l'hôtel de ville pour assister au banquet qui lui était offert par la municipalité.

DISCOURS DE M. FÉLIX FAURE

Voici le texte du discours prononcé, au banquet de l'hôtel de ville, par M. Félix Faure, en réponse au maire de Saint-Etienne :

« J'éprouve une joie bien profonde de l'accueil fait au Président de la République par la ville de Saint-Etienne et par les braves et généreuses populations du Forez, si fortement attachées à la République, qui sort plus forte que jamais de la dernière consultation nationale.

« Au milieu du calme parfait, le pays vient une fois de plus de proclamer solennellement sa confiance dans une politique raisonnée et sage qui, en assurant nos conquêtes acquises et en préparant de nouveaux progrès, maintient contre les exagérations les principes sur lesquels reposent les sociétés. (Vifs applaudissements).

« Les hommes de bonne volonté, groupés de toutes parts autour du drapeau de la République, pouvant désormais, dégagés des soucis de la lutte des premiers jours, se vouer aux œuvres de fraternité et de justice qui seront une des principales préoccupations de la prochaine législature.

» Je suis heureux de voir près de moi, à ce banquet, l'un de vos plus anciens représentants, qui fut mon collègue à la Chambre des députés.

» En se dévouant à l'étude des questions économiques, en contribuant comme il l'a fait à l'élaboration et au vote de la loi sur les sociétés de secours mutuels, il a fidèlement rempli le mandat qu'il tient depuis si longtemps de votre confiance.

» Personne n'ignore, en effet, le profit que vous avez tiré de toutes les questions qui touchent à l'amélioration de la condition des moins fortunés.

» Le développement que vous avez su donner aux institutions de mutualité et de prévoyance, si nombreuses dans la ville de Saint-Etienne et dans le département de la Loire, apportant ainsi aux travailleurs de la mine et de l'atelier, de l'usine et des champs, le seul espoir dont l'homme, dans la dignité de l'homme ne puisse se sentir offensé, sous ce qu'il résulte de son initiative et de son effort personnel.

» Le Président de la République sera en famille, messieurs, lui aussi met au premier rang de ses préoccupations et de ses devoirs la recherche des moyens propres à accroître la force et le rayonnement des œuvres de solidarité que notre France si généreuse a vu éclore pendant la dernière partie de ce siècle.

» Malgré tout ce qu'a déjà fait pour élargir le champ des bienfaits de ces institutions, la voie reste encore largement ouverte à l'action des hommes qu'inspire la pensée supérieure du devoir social.

« Vous avez bien voulu vous faire, dans votre discours, l'écho des sentiments que fait naître chez tous les Français l'union intime de notre pays et de la Russie. Je n'ai pas à insister sur les résultats de l'action des deux nations amies et alliées qui, partout où elle a eu à s'exercer, a fait notre force et fortifié notre situation, soit qu'il s'agît pour la France de faire entendre sa voix dans les conseils des puissances, soit qu'elle eût à assurer pacifiquement à ses droits ou à ses intérêts essentiels des garanties nécessaires. (Applaudissements répétés.)

» Au nom de ces populations laborieuses, vous avez déploré l'état de guerre qui existe entre l'Espagne et la république nord-américaine. Fidèle aux traditions nationales et aux principes qui ont constamment guidé notre politique, nous n'avons pas hésité à nous joindre aux puissances européennes pour tenter de prévenir une rupture définitive.

» Malheureusement, ces efforts ont été vains et le conflit s'est produit aujourd'hui.

» Les sympathies mêmes qui animent la France à l'égard des Etats-Unis et de l'Espagne lui dictent son devoir. Nous sommes résolus à observer exactement la neutralité; nous ne pouvons que former des vœux pour que les circonstances offrent à l'action commune des Etats neutres une prompte occasion de s'exercer utilement au gré des deux parties en faveur du rétablissement de la paix. Nous ne doutons pas que ces sentiments ne soient en conformité avec ceux du monde entier.

» La situation générale de la France à l'extérieur, ses relations avec toutes les puissances témoignent de l'estime et de la confiance croissantes que lui ont values sa loyauté, son invariable attachement aux idées élevées et hautement civilisatrices qui ont toujours fait son honneur devant l'Histoire.

» Nul ne saurait contester que si notre pays a repris, dans les conseils de l'Europe, la place légitime qui lui revient, ce résultat ne soit dû à l'esprit politique de notre démocratie, au sentiment profond de sa responsabilité dont elle est pénétrée.

» Le droit supérieur qu'elle possède de diriger les destinées de la patrie lui impose de grands devoirs, le mieux est de les lui rappeler : le premier c'est de garantir et d'assurer, par la sagesse et la fermeté de ses desseins, cette continuité de vues sans laquelle on ne saurait rien édifier de solide et de durable. Le second consiste à accepter, pour son armée et pour sa marine, les sacrifices indispensables que le pays doit s'imposer, s'il veut maintenir cette paix extérieure digne et forte qui, selon l'expression d'un des fondateurs de notre République, est à la fois le moyen et le but du progrès démocratique à l'intérieur.

» Messieurs, je vous convie à lever vos verres à l'union de tous les Français pour le triomphe de cette politique. »

Après le banquet

A l'issue du banquet, le Président de la République paraît un instant sur le balcon de l'Hôtel-de-Ville. La place est entièrement envahie par une foule qu'il n'est pas possible d'évaluer et qui ne cesse d'acclamer le chef de l'Etat et la République.

A onze heures, les maires du département offrent à M. Félix Faure un punch dans un des salons de l'Hôtel-de-Ville.

A onze heures et demie, après avoir serré la main à la plupart d'entre eux, M. F. Faure se retire dans les appartements qui lui ont été réservés à la préfecture.

Demain, le Président visitera différentes usines de Saint-Etienne, l'Ecole des mines, etc., et il assistera, dans l'après-midi, au concours de gymnastique.

La journée de lundi

St-Etienne, 30 mai. — M. Félix Faure a consacré la journée d'aujourd'hui à l'industrie et aux écoles dont le fonctionnement est intimement lié à la prospérité de la région stéphanoise.

Il est en redingote sans insignes : le général Billot et l'amiral Besnard sont en petite tenue.

La première visite du Président a été pour l'usine Giron, une des plus importantes fabriques de rubans du monde entier et une des plus remarquables au point de vue de la perfection de l'outillage et du nombre des ouvriers.

M. Giron a reçu le Président au seuil de son usine : il a exprimé le vœu que M. Félix Faure emporte de sa visite l'impression réconfortante qu'à St-Etienne dans l'industrie du ruban l'harmonie la plus complète règne entre ouvriers et patrons et qu'en travaillant pour leurs propres intérêts les uns et les autres sont soutenus par le pays qui les travaillent pour la prospérité et pour la gloire commerciale de la Patrie.

M. Félix Faure a ensuite visité l'usine : il a circulé entre les huit cents métiers renfermés dans un hall immense et qui sont en train de fonctionner.

Le Président s'est particulièrement intéressé au fonctionnement de la caisse de secours : il a remis des médailles d'honneur aux plus anciens ouvriers.

A l'école des mines

Dès l'arrivée de M. Girom, M. Félix Faure s'est rendu à pied à l'école des mines. Sept à huit cents mineurs formaient la haie derrière la bannière de leur puits. Chaque mine envoyait une délégation de vingt hommes par extraction annuelle de cent mille tonnes.

Le Président s'entretient en passant avec les mineurs mutilés par les suites du sauvetage accomplis lors des dernières catastrophes causées par le grisou : Verpilleux, à Villebœuf, etc.

Il aborde les membres du conseil d'administration de la mine aux membres de Moulineux. Il leur a demandé des explications sur le fonctionnement de l'entreprise. Il les a engagés à l'entretenir toujours de l'esprit de concorde et d'union et les a assurés qu'il suivrait avec intérêt leurs efforts.

A l'école des mines, le directeur réclame l'égalité au point de vue du service militaire entre les élèves de Saint-Etienne et les élèves des grandes écoles de Paris. Le général Billot prend note de cette réclamation.

Le Président passe en revue les divisions de l'école puis, pénètre dans la salle d'honneur où sont inscrits en lettres d'or les noms des anciens élèves victimes du devoir : parmi ces noms figure celui de l'ingénieur Wattin, assassiné à Charleville par des grévistes.

En quittant l'école, le Président passe de nouveau devant les mineurs qui lui crient pour vous flatter, dit M. Félix Faure, après les avoir assurés de sa sollicitude, mais pour vous dire la vérité. Rappelez-vous que c'est par le travail et par la discipline plutôt que par tout autre moyen que vous pourrez améliorer votre situation. Redites-le à vos camarades et avec mes paroles, portez leur les amitiés du Président de la République. »

Le Président a ensuite visité l'école professionnelle où les élèves au nombre de trois cents, mineurs, forgerons, etc., sont tous au travail, et la manufacture d'armes de Saint-Etienne.

4,000 ouvriers y sont employés en ce moment et on a pu y fabriquer de toutes pièces jusqu'à 1,000 fusils par jour.

Le général Delloye, directeur de l'artillerie au ministère de la guerre, et le colonel Joudroy, directeur de la manufacture, ont guidé le Président qui a suivi avec une attention soutenue les phases de la fabrication des fusils.

Saint-Etienne, 30 mai. — En quittant la manufacture d'armes, M. Félix Faure s'est rendu aux usines de Saint-Etienne où il a été reçu par M. Aynard, député du Rhône, président du conseil d'administration.

M. Aynard a fait l'éloge de son personnel : « Chez nous, a-t-il dit, nos ouvriers sont nos collaborateurs et il n'existe aucun antagonisme entre le capital et le travail, mais les patrons ne croient point avoir accompli leur devoir quand ils ont fait preuve de justice : ils y ajoutent la bonté et la bienveillance. »

A midi, M. Félix Faure est rentré à la Préfecture, où il offrait un déjeuner de soixante couverts au ministre, aux sénateurs et députés et aux autorités de la ville, MM. Charles Dupuy et Jules Roche assistaient à ce déjeuner.

Sur le parcours, la foule, très animée, a acclamé le Président et les officiers généraux qui l'accompagnaient. Les cris de : « Vive l'armée » dominaient tous les autres cris.

Dernière Heure

De nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL)

L'ESPAGNE ET LES ÉTATS-UNIS

Chez la reine

Extrait d'un article de M. Pierre Loti : « A Madrid, impressions de départ », publié par le *Figaro*.

« C'est mon dernier jour à Madrid, et l'heure du soleil couchant me retrouve au palais, attendant l'audience que Sa Majesté a daigné m'accorder avant son départ. Depuis que l'étais venu ici, le glorieux désastre des Philippines a jeté sa tristesse sur l'Espagne, et il semble que les salles magnifiques, plus vides, plus silencieuses, en portent encore le deuil, de je ne sais quelle indicible manière.

» Ce deuil, sans doute, n'est qu'en mon imagination, car il n'y a point de « tristesse des choses ». — Pourtant le palais, à cette fin de jour, me semble plus morne, plus déserte. Personne dans les vestibules ni les galeries ; je me perds dans les escaliers aux épais tapis, demandant de loin en loin mon chemin à quelque hallebardier qui fait son automatique promenade. Et, dans les salles où j'attends, le dernier rayon de soleil qui fait vivre encore les vieux brocarts, sous la hauteur déjà sombre des plafonds, a la mélancolie des grands et définitifs soirs.

» Cependant, j'admire combien S. M. la reine régente a garde sa sérénité grave.... Durant les quelques minutes de cette audience d'adieu. Elle me reparle de ces procédés des ennemis qui stupéfient son âme loyale : leurs captures avant la déclaration de guerre, leurs bombardements sans prévenir, leurs obus enveloppés de toiles pétroulées qui mettent le feu aux villes, tout ce qu'ils osent contre les lois internationales des batailles, et que l'Europe laisse faire sans intervenir... Mais il me paraît que Sa Majesté conserve quand même sa confiance dès premiers jours ; sa confiance en la suprême justice, sa confiance en l'héroïsme de ses soldats, de ses marins, qui ont commencé de se faire tuer si bravement, dans un premier combat inégal et d'avance perdu, et qui sans doute réservent à l'Amérique des surprises sanglantes... »

Plan d'attaque

Du *New York Herald* :

« Une personne bien placée, qui a joué un rôle important dans les affaires des Etats-Unis, qui est également un ami intime du président, a déclaré ce qui suit :

» Après avoir consulté les autorités les plus compétentes, je suis d'avis que le *Herald* a parfaitement raison de croire que l'amiral Cervera est encore à Santiago. Aucune bonne preuve du contraire n'a été apportée.

» Je ne crois pas qu'il y aura une invasion de Cuba tant que 100,000 hommes ne seront pas réunis à Tampa, et tous bien équipés et prêts à combattre les Espagnols.

» Lorsque la bataille sera livrée, les navires attaqueront les forts. Il n'y aura aucun bombardement tant que les troupes n'auront pas débarqué sur le sol cubain. Il y a une armée de 100,000 Espagnols bien acclimatés dans l'île, et ce serait une folie d'envoyer contre ces troupes une petite armée de recrues inexpérimentées. »

AUX PHILIPPINES

Londres, 31 mai. — Des nouvelles de Manille, *via* Hong-Kong, disent que la petite vérole et la dysenterie sévissent parmi les marins américains ; il y aurait des décès tous les jours.

Le chef rebelle Aguinaldo est arrivé à Cavite, venant de l'intérieur de l'île. Il s'est rendu à bord d'un croiseur américain. Il a déclaré qu'il prépare la coopération des Américains et des insurgés.

Pour capturer le « Temerario »

Buenos-Ayres, 31 mai. — On annonce qu'une cinquantaine de matelots de l'Amérique du Nord sont partis de l'Assomption.

On croit qu'ils tenteront de surprendre et de capturer le *Temerario*, qui a obtenu l'autorisation de rester dans le Paraguay pour y réparer sa machine.

Un engagement imminent entre les flottes ennemies

Londres, 31 mai. — On mande de New-York au *Times* : « Une dépêche de Washington au *Herald* dit que le gouvernement attend dans les vingt-quatre heures la nouvelle d'un engagement entre les escadres du commodore Schley et de l'amiral Cervera ».

L'Angleterre et les Etats-Unis

Washington, 31 mai. — La nouvelle de négociations au sujet d'une alliance entre l'Angleterre et les Etats-Unis n'est confirmée ni au département d'Etat ni à l'ambassade anglaise. Cependant des négociations seraient sur le point d'être conclues au sujet d'une convention de réciprocité entre les deux pays.

Chinois et Pavillons-Noirs

Hong-Kong, 31 mai. — Des nouvelles de Canton annoncent que le chef des Pavillons Noirs Lu-Vinh-Phoc est en désaccord avec le gouvernement chinois.

Il se serait entendu avec le directeur du service du li ken pour s'opposer à toute invasion par des étrangers des provinces de Kouang-Tonog et Kouang-Si. Deux mille hommes de troupes chinoises ont été dirigés de Canton sur Kowloon et se trouvent maintenant près de Bocca-Tigres.

On suppose que ces troupes sont destinées à s'opposer à toute extension du territoire britannique à Kowloon.

Manifestation franco-américaine

New-York, 31 mai. — A l'occasion de la fête nationale dite « decoration day », une manifestation franco-américaine a eu lieu devant la statue de Lafayette.

La tempête à Cuba

Londres, 31 mai. — Une dépêche de Key-West au *Daily Mail* dit que la tempête fait rage sur les côtes de Cuba. On craint que l'amiral Cervera ne profite de ces circonstances pour chercher à sortir du port de Santiago et s'échapper.

La situation en Italie. — La crise ministérielle. — Différentes combinaisons. — La réforme des impôts

Rome, 31 mai. — Quelques journaux critiquent la conduite de M. Visconti-Venosta, qui disent-ils, crée de sérieux embarras dans les circonstances actuelles, déjà si difficiles.

L'impression aujourd'hui est que la crise sera résolue très rapidement. Trois combinaisons sont indiquées par les journaux de ce matin.

La première de ces solutions limiterait la crise aux ministres des affaires étrangères, des postes et de la marine.

La seconde comporterait la formation d'un ministère avec des hommes nouveaux, dont la plupart seraient pris parmi les sénateurs.

La troisième consisterait dans la constitution d'un cabinet pris en entier parmi les membres de la gauche.

Le *Messaggero*, examinant la situation, dit qu'il est inutile de songer à créer de nouveaux impôts.

Le pays, ajoute-t-il, est épuisé et ne peut plus rien donner. Le seul remède serait d'augmenter l'impôt sur la richesse mobilière et sur les coupons du consolidé en l'élevant de quarante pour cent, ce qui donnerait au Trésor une centaine de millions, et porterait l'intérêt de la rente à trois pour cent.

L'homme qui démontrerait la nécessité de cette héroïque mesure financière se créerait, ajoute le *Messaggero*, un piédestal de gloire dans l'opinion publique italienne.

M. di Rudinì a continué, aujourd'hui, à conférer avec plusieurs hommes politiques.

L'*Opinione* dit que le général Pelloux, arrivé à Rome aujourd'hui, a conféré avec le roi et ensuite avec M. di Rudinì.

Selon l'*Italia*, le choix des ministres du Trésor, des travaux publics, des finances et des postes ne paraît pas devoir rencontrer de grandes difficultés.

Selon d'autres journaux, l'entrevue de M. di Rudinì et de M. Pelloux a eu pour objet d'offrir à celui-ci le portefeuille des affaires étrangères.

L'amiral Canevaro serait choisi pour la marine.

UNE FÊTE COOPÉRATIVE

Un discours de M. Deschanel

Paris, 30 mai. — Dimanche après-midi, a eu lieu, sous la présidence de M. Paul Deschanel, député, le banquet organisé par la Chambre consultative des Associations ouvrières de production, pour fêter la réhabilitation commerciale de l'Association des ouvriers lithographes.

Réduite à la faillite avec un passif de plus de 300.000 francs, cette association désintéressa intégralement tous ses créanciers et put obtenir la réhabilitation, grâce à l'intervention de M. Paul Deschanel.

C'est pour marquer solennellement ce fait qu'un banquet a été offert à M. Paul Deschanel.

Les convives étaient au nombre de 1,500 environ.

Au dessert, M. Villa, secrétaire de la Chambre consultative, a donné lecture d'un certain nombre de lettres d'excuses émanant de MM. Waldeck Rousseau, Lourties, Chaumié, Deandreis, sénateurs ; Poincaré, Ribot, Léon Bourgeois, députés, etc.

MM. Ladousse, président de la Chambre consultative, Romanet, gérant de l'Association des ouvriers lithographes, et M. Deschanel ont pris la parole.

M. Deschanel estime que l'Etat doit intervenir dans l'action des associations comme un grand moteur de progrès, mais jamais pour entraver les initiatives individuelles.

« L'Etat doit être, à l'égard des citoyens associés, ce que le tuteur est à la pupille qui s'élève. C'est dans cet ordre d'idées qu'a été rendu le décret de 1898, à l'élaboration duquel ont collaboré MM. Floquet, Waldeck-Rousseau, Léon Bourgeois, Ribot, Dupuy, etc. La coopération a eu la bonne fortune de faire la concentration, non pas seulement républicaine, mais nationale.

» Quelle que soit l'importance de l'œuvre accomplie, ce n'est qu'un commencement. Vous avez jeté les fondements indestructibles d'une cité nouvelle, d'une organisation nouvelle du travail qui repose sur la combinaison des trois sortes de coopérations : production, consommation et crédit.

» Mais il manque une unité de pensée et d'action : il faut confondre les efforts de toutes les constitutions de coopération, de telle sorte que le capital, c'est-à-dire le travail antérieur, collabore avec le travail actuel pour l'aider à lutter et à vaincre ; il faut qu'une partie de l'épargne populaire retourne au travail du peuple par mille canaux fertilisants. Toutefois, il faut prendre certaines précautions pour que le capital se subordonne au travail et que le travail garde la direction de l'entreprise.

En terminant, M. Paul Deschanel s'est exprimé en ces termes :

« Vous avez pris du mouvement socialiste, de ce grand mouvement qui préoccupe t